

Anisse Terai, Économiste, banquier et directeur dans une grande institution financière internationale

“Les banques publiques sont réduites au statut de caisses”

© D. R.



Liberté : La chute des cours du pétrole depuis juin 2014 a plongé les banques dans une situation de sous-liquidités, ce qui a nécessité l'intervention de la Banque centrale pour leur permettre de disposer de ressources nécessaires à leur fonctionnement. Ce passage brusque d'une situation de surliquidités à une situation de sous-liquidités ne renseigne-t-il pas d'un malaise qui serait beaucoup plus profond au niveau des banques ?

Anisse Terai : Effectivement la Banque centrale est intervenue de différentes manières pour renflouer les caisses des banques commerciales, y compris par l'intermédiaire de l'Open market et du réescompte. Le gouvernement a lui aussi contribué à cet effort par le biais du Trésor, notamment avec l'autorisation du financement non-conventionnel et l'emprunt obligataire qui a été lancé il y a quelques années. Toutes les interventions déployées ces dernières années pour le financement des banques et de la dépense publique ont une chose en commun : elles relèvent toutes du financement intérieur en dinar algérien. À quelques exceptions marginales, l'État a évité ainsi d'avoir recours aux financements extérieurs en devises. En soit, c'est une bonne chose car, en l'état actuel du pays, nous n'avons pas encore la vision économique, la gouvernance, les institutions et les instruments nécessaires pour utiliser la dette extérieure comme un levier de développement durable, alliant croissance économique, prospérité sociale et protection de l'environnement. En plus, au-delà de cette question de souveraineté, il faut d'abord capturer la liquidité locale en dinars. Les

banques sont tirées d'affaire à court terme, mais en réalité la crise des liquidités n'est que l'expression d'un malaise beaucoup plus profond. Les banques commerciales enregistrent un retard important en matière d'expertise et de technologie. Les services bancaires et les produits financiers proposés ne sont pas adaptés aux besoins des différents clients. Cela est particulièrement vrai pour les banques publiques, et pour cause, leurs orientations stratégiques ne sont pas bien déterminées. En plus, leur approche prudentielle et leur gestion des risques sont bien archaïques. Ainsi, les banques publiques sont inadaptées pour faire face aux réalités du marché globalisé. En ce sens, sans qu'il y ait pour autant un retour de manivelle dû aux financements nonconventionnels, les vrais problèmes du secteur bancaire algérien vont resurgir, après avoir été cachées par l'épouvantail du manque de liquidités.

Les dépôts de Sonatrach sont la principale source de liquidités des banques, alors que les importations étaient jusqu'à une date récente le principal moteur à profits. Les banques semblent ainsi consentir peu d'efforts pour jouer pleinement leur rôle. En témoigne le ratio de solvabilité qui est un indicateur d'une prise de risque pour le moins atone. N'était-il pas temps de remettre en cause le fonctionnement des banques, alors que cela fait plus de 20 ans déjà que l'on parle de réforme bancaire et financière ?

Il est vrai que les dépôts de Sonatrach représentent une source importante de liquidités et cela pose un double problème.

Tout d'abord c'est symptomatique de l'absence de stratégie d'investissement financier à Sonatrach, qui devrait diversifier ses placements et la gestion de sa liquidité en dinars et en devises. C'est aussi révélateur de la passivité des banques, publiques en particulier, qui sont réduites au statut de caisses alors qu'elles devraient contribuer activement à l'intermédiation financière à l'instar des autres institutions financières.

En effet, dans le contexte algérien, les banques fournissent très peu d'efforts aussi bien pour lever des fonds, notamment par la collecte de l'épargne, que pour utiliser ces fonds afin de financer l'économie, notamment les investissements du secteur économique et la consommation des ménages. Elles prennent très peu d'initiatives et se contentent, d'une manière générale, de recevoir l'épargne des entreprises publiques et de financer les importations.

Il est temps d'entamer une véritable réforme du secteur bancaire avec comme objectif principal de stimuler le secteur bancaire pour qu'il soit au service du développement durable du pays.

Cela passe par la modernisation de la Banque d'Algérie, y compris dans ses missions de régulation et de supervision, afin qu'elle puisse à la fois agir avec plus d'agilité et poursuivre des stratégies de long terme. Ainsi la Banque d'Algérie pourra assurer la stabilité de la monnaie et la liquidité du marché. L'État-actionnaire doit lui aussi revoir ses priorités et sa stratégie en ce qui concerne les banques publiques qui doivent impérativement soutenir le secteur privé et les PME pour assurer la diversification de l'économie, la création d'emploi et l'inclusion bancaire.

Depuis maintenant plusieurs années, le paysage bancaire est resté sans changement ; aucune nouvelle institution financière et/ou banque n'a vu le jour malgré plusieurs tentatives, voire plusieurs demandes d'agrément. Pourquoi s'entête-t-on à garder les choses en l'état, alors qu'on sait que l'actuel système financier ne mobilise pas assez de ressources et ne joue que peu son rôle d'intermédiation financière ?

La situation de blocage actuelle relève plus du manque de vision et de l'instabilité institutionnelle, que d'un entêtement à laisser les choses en l'état. Les pouvoirs publics naviguent à vue et se refusent de développer un modèle intégré du secteur financier, qui au-delà des institutions financières devrait comprendre une bourse dynamique, des fonds d'investissement actifs et des sociétés de service financier innovantes. Dans cet état des choses, il est parfaitement compréhensible de voir les autorités se refuser à accréditer des nouvelles banques. D'autant plus que toutes les tentatives du secteur privé national pour lancer des banques ont connu des échecs retentissants. L'exercice de l'activité bancaire ne s'improvise pas !

Ceci étant dit, une réforme bancaire est plus que jamais nécessaire. Une telle démarche doit s'inscrire dans le cadre d'une vision économique cohérente, avec des politiques économiques, monétaires, fiscales et

industrielles complémentaires. L'idée étant de renforcer la compétitivité de notre économie et d'améliorer notre productivité. Ce qui devrait nous permettre de capturer plus de valeur ajoutée et d'intégrer les chaînes de valeurs internationales. Pour ce faire, le gouvernement devrait lui aussi revoir ses politiques économiques et reformer l'action publique. La refondation de la gouvernance étant la clé de voûte pour transformer l'économie de rente en une économie diversifiée, productive, durable et solidaire. La Banque d'Algérie devrait aussi agir activement et plus régulièrement sur le taux d'intérêt directeur, pour assurer une position équilibrée entre la disponibilité des capitaux bon marché et le contrôle du niveau de l'inflation. Ceci s'accompagne également par une gestion active des réserves de change. La création d'un Fonds souverain pourrait offrir un outil supplémentaire pour une gestion responsable des réserves de change. C'est dans un contexte similaire seulement que le lancement des nouvelles institutions financières est possible et prend tout son sens.

Pourquoi, à votre avis, un changement dans la structure actuelle du marché (85% détenu par les banques publiques) ne serait pas du goût des pouvoirs publics ?

J'ignore ce que pensent les pouvoirs publics du changement de la structure actuelle du secteur bancaire. Mais ce qui est certain, c'est que le secteur doit connaître une réforme structurelle et au plus vite. De mon point de vue, le fait que 85% du marché bancaire soient détenus par les banques publiques n'est pas un problème en soi. Par contre la (non)gouvernance, le manque de vision et le déficit d'innovation sont les vrais problèmes. C'est d'ailleurs le cas de tout le secteur public économique. Sur cette question précise, il est nécessaire de redéfinir le rôle et les objectifs de l'État actionnaire. Il faut trouver un juste équilibre entre les considérations économiques, sociales et environnementales. L'idée étant d'assurer un développement durable, résilient et solidaire.

La privatisation des banques publiques n'est qu'une solution de facilité. Il serait plus judicieux de s'attaquer aux vraies difficultés que connaissent ces banques. Ainsi, la consolidation du secteur bancaire par la fusion des banques publiques est un impératif à la fois stratégique et opérationnel. C'est un sujet que nous avons abordé, individuellement et collectivement avec d'autres experts, dans nos discussions avec les autorités publiques, les dirigeants des banques publiques et la presse nationale. Une telle démarche permettrait certainement la rationalisation des coûts et l'optimisation des moyens. Toutefois, il ne faudrait pas se tromper d'objectif. L'intention première derrière cette consolidation ne doit pas être seulement de maximiser les profits générés pour l'État actionnaire.

Le but recherché est d'assurer, pour les ménages et les entreprises, l'inclusion bancaire pour tous et de faciliter l'accès au financement. Ceci constituerait un levier de compétitivité important pour la production des biens et des services en Algérie. En vue de les proposer à la consommation intérieure et à l'exportation.

A. T.